



ENFANTS de TCHERNOBYL - Bélarus

Président:

Dr Michel FERNEX

Professeur émérite, Faculté de Médecine de l'Université de Bâle

Ancien membre des Comités Directeurs pour la Malaria et les Filarioses,
(TDR) Tropical Diseases Research (OMS), Genève

Adresse: 20, rue Principale
F-68480 BIEDERTHAL France

Trésorière:

Courriel: marinette.zappelini@ufbg.ch

Monsieur l'Ambassadeur de la République du BÉLARUS
Son Excellence Monsieur Viktor Schykh
38, Boulevard Suchet
75016 PARIS

Biederthal, le 15 août 2007

Concerne : Aide aux enfants irradiés de Tchernobyl /
Soutien des activités de l'Institut de radioprotection "Belrad" à Minsk
dirigé par notre Vice-Président, le Professeur Vassily B. Nesterenko

Son Excellence Monsieur Viktor Schykh,

Les retombées radioactives consécutives à l'incendie qui a suivi l'explosion de la centrale atomique de Tchernobyl, en Ukraine, a irradié une grande partie de l'hémisphère Nord de la planète. Ce sont cependant les trois Républiques situées à proximité, qui furent les plus touchées: la Fédération de Russie, l'Ukraine et la république du Bélarus. Le Bélarus aurait reçu davantage de retombées radioactives que ses deux voisins réunis.

Les experts biélorusses ont été les premiers à constater l'augmentation de cancers de la thyroïde chez l'enfant suite à l'explosion de Tchernobyl, en 1990 déjà. L'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), a contesté cette augmentation pendant 6 ans. L'erreur de l'AIEA reposait sur ses calculs basés sur le modèle faux de Hiroshima, modèle inadapté pour l'irradiation chronique interne, consécutive à l'incorporation de radionucléides artificiels avec les aliments. En rejetant les observations des médecins et des familles concernées, l'AIEA refusait l'aide financière auxquels ils auraient eu droit.

ENFANTS de TCHERNOBYL – Bélarus 20, rue Principale F - 68480 BIEDERTHAL

Compte bancaire: 00029876060 CREDIT MUTUEL F-68220 LEYMEN

E-mail: etchernobyl@doublecliv.asso.fr

Site internet: <http://enfantsdetchernobylbelarus.doublecliv.asso.fr>



Cette Agence de l'ONU, l'AIEA, ne cherche pas à découvrir les maladies, mais à les contester. En effet, l'AIEA a été créée principalement pour "accélérer et accroître la contribution de l'énergie atomique pour la paix, la santé et la prospérité dans le monde entier" (je cite ses statuts). Cette institution se trouve dans une situation permanente de conflit d'intérêt, quand il s'agit de problèmes de santé. Maillon essentiel du lobby de l'atome commercial, les maladies liées aux rayonnements de Tchernobyl sont des obstacles majeurs pour les promoteurs. L'AIEA qui dépend du Conseil de Sécurité, placée au sommet de la hiérarchie de l'ONU, rapporte aux membres permanents, les 5 puissances atomiques militaires et commerciales, les porte-parole doivent minimiser ou nier les évidences sanitaires. Il a fallu attendre les Conférences de Vienne, 8-12 Avril 1996, pour que l'AIEA reconnaisse enfin les cancers de la thyroïde de l'enfant. Cependant, dans la plupart des domaines de la santé, cette agence de la promotion du nucléaire commercial soutient, aide et finance ceux qui minimisent ou nient les problèmes sanitaires liés aux rayonnements ionisants.

Les registres médicaux sont des structures d'avant-garde pour l'Europe, celui des cancers avait été mis en place au Bélarus avant 1986; il a permis de démontrer l'augmentation statistiquement significative des sept cancers les plus fréquents dans les régions fortement contaminées du Bélarus, ainsi que chez les militaires et ouvriers qui ont décontaminé la zone des 30 km autour de la centrale, suite à l'explosion. Ces liquidateurs venus de toutes les Républiques de l'URSS étaient 600.000, voire un million, selon la date de leur travail dans ce secteur soumis aux poussières hautement radioactives inhalées et aux rayonnements externes.

Lors de l'assemblée Mondiale des Nations Unies à New-York, le Président Alexandre Grigoryevich Loukachenko a défendu la République de Bélarus, en critiquant le rapport du porte-parole de l'AIEA, l'UNSCEAR qui minimisaient ostensiblement les problèmes sanitaires des pays proches de Tchernobyl. Depuis, les psychiatres de Moscou et Kiev (SCRM) ont montré que les maladies neuropsychiques et oculaires qui conduisent rapidement à l'invalidité totale d'une forte proportion des liquidateurs, ne sont pas le fruit d'un stress, comme on le prétendait lors des conférences de l'AIEA, mais à des altérations organiques localisées dans l'hémisphère gauche du cerveau, dues aux rayonnements ionisants. Il ne s'agit donc pas de troubles fonctionnels dont l'origine serait le stress. L'atteinte oculaire chez ces jeunes adultes débute par une prolifération de vaisseaux sanguins dans la rétine, les altérations vasculaires conduisent progressivement à la cécité.

La France, l'Allemagne, l'Italie et la Suisse, ne sont pas parvenus à créer ou maintenir des registres et l'OMS avant Tchernobyl félicitait le Bélarus pour son efficacité, y compris pour son registre des malformations congénitales. On a le droit d'être choqué que ce soient des "experts" occidentaux, dépendant du lobby de l'atome, venus de pays ayant échoué dans la gestion des registres, qui viennent "manipuler" les données biélorusses, et publier en anglais, dans des revues de "l'Occident" des travaux ne respectant pas les règles qu'exigent des études sur les conséquences d'un accident radiologique.



La corrélation entre maladie et rayonnements doit reposer sur des mesures et la durée de l'irradiation. Par divers calculs et manipulations on peut aussi "fabriquer des doses". Certains experts étrangers découpent votre pays en zones géographiques, mêlant les habitants des villes à ceux des campagnes, et les populations sédentaires avec celles importées d'ailleurs, voire du Caucase. Ces publications contribuent à effacer la réalité scientifique; alors que les données doivent reposer sur des mesures répétées des populations ou sujets concernés.

Soutien de l'institut de radioprotection "Belrad" :

Notre association binationale "Enfants de Tchernobyl Bélarus" dont le Professeur Nesterenko est le Vice-Président, compte plus de mille donateurs individuels et regroupe des associations, de même que cinq groupes sectoriels, qui soutiennent "Belrad" pour deux fonctions principales:

- 1) la mesure de la contamination en radiocésium (Cs-137) des enfants, ce qui contribue à mieux définir les zones et populations à risque, et
- 2) la mise en place pour ces enfants des mesures appropriées de radioprotection.

Parmi ces mesures, figure l'enseignement de comportements adaptés au niveau de la radioactivité dans l'environnement; la contamination étant essentiellement d'origine alimentaire, il faut apprendre à sélectionner les aliments ou alors acheter à grand prix des aliments "propres" dans les magasins ou grandes surfaces. Les populations rurales pauvres du sud-ouest du pays n'ont pas de revenus permettant de tels achats. C'est pourquoi, le gouvernement biélorusse fournissait des repas gratuits aux enfants des écoles et des jardins d'enfants. L'Etat offrait aussi un à deux séjours de un mois dans des sanatoriums.

Les mesures individuelles de la charge radioactive artificielle chez les enfants -qui représentent la tranche de population la plus vulnérable de la population- sont réalisées avec les équipements reconnus comme précis et parfaitement entretenus de "Belrad". Ils confirment que l'irradiation interne chronique affecte encore un grand nombre d'enfants. Des travaux dans les régions contaminées ont montré que de nombreuses maladies sont liées à l'irradiation interne très chronique, même si la dose peut sembler relativement faible. Il faut toujours ajouter la dose externe à celle, plus nocive, qui provient des radionucléides incorporés.

L'apport de la pectine, comme additif alimentaire à ces enfants, correspond à une mesure qu'aurait prise l'Union Soviétique pour ses soldats et les populations, en cas de conflit atomique. Les chercheurs soviétiques dans les années 60 avaient démontré comment et combien les pectines mobilisent les radionucléides, strontium, césium et plutonium. Plus tard, les Allemands et d'autres chercheurs en Ukraine et au Bélarus ont répété ces mesures.

Belrad a publié des rapports détaillés sur ce sujet et une étude de grande qualité scientifique publiée dans "Swiss Medical Weekly". Ces travaux montrent que le Vitapect® produit par Belrad est efficace et bien toléré.



Notre association binationale soutient le travail de Belrad,

- car le pays tient à ce que l'information sur les risques radiologiques des régions où vit la population, parvienne aux citoyens. Cela implique de mesurer la contamination radioactive des aliments disponibles. L'éducation des populations par Belrad dans ce domaine est légalement souhaitée par l'état et fait partie des activités que nous finançons.
- Notre Vice-Président et directeur de l'Institut de radioprotection Belrad nous a confirmé qu'il avait le certificat pour produire, distribuer ou vendre les préparations enregistrées de pectine de pomme sous le nom de Vitapect®, comprimés ou poudre (Certificat du ministère de la Santé de la République du Bélarus, valables jusqu'au 6 juillet 2010).
- Les laboratoires de la Commission Européenne, à Ispra Italie, approuvaient également l'utilisation du Vitapect®. Cette institution de recherche européenne avait testé cette préparation à base de pectine de pomme. La directrice du département des additifs alimentaires était le Professeur Anklam, d'Allemagne.
- Les travaux de l'OMS sur la toxicité des additifs alimentaires, réalisés dans les années 80, montrent que la pectine est un des additifs alimentaires les plus sûrs, les moins toxiques qui soit sur le marché. Pour l'Organisation Mondiale de la Santé, la pectine est libre pour la distribution et la vente dans le monde, en particulier dans les magasins et grandes surfaces. Les mères de famille l'achètent pour les confitures; les pâtisseries pour des desserts. Il n'y a aucune limitation d'âge ou de quantité.
- Le directeur de l'institut Belrad nous a montré les licences du ministère "ComTchernobyl" qui permettent de procéder aux mesures de la contamination radiologique, et d'en informer les familles, et les autorités.
L'institut allemand Juhlich de radioprotection a comparé les résultats obtenus avec leurs appareils et ceux d'origine ukrainienne "Skrinner-3M" des équipes de Belrad. Les comparaisons ont confirmé la grande précision des mesures obtenues avec les appareils de Belrad.

Il est essentiel qu'un pays informe scientifiquement sur les conséquences sanitaires d'un accident comme Tchernobyl. Cette information juste, loin de lui nuire, augmente le respect que l'on doit à un pays victime des retombées produites par son voisin, l'Ukraine.

L'Ambassade d'Ukraine en France avait officiellement publié des données chiffrées sur les conséquences sanitaires de Tchernobyl, le 25 avril 2005.

Cette ambassade indiquait que 3'500'000 Ukrainiens, dont 1/3 étaient des enfants, subirent de hautes doses de rayonnements ionisant après Tchernobyl.

Les conséquences de la catastrophe coûtent encore 5-7% du budget national annuellement

Sur un total de 2'293 communautés affectées (villes ou villages), 110 ont dû être évacuées (160'000 habitants furent évacués), 7% du territoire national étant contaminés. 3,5 millions d'habitants dont 1,3 millions d'enfants ont été fortement irradiés en 1986. 2.646.106 citoyens sont considérés comme victimes, en janvier 2005.



Parmi ceux qui vivent encore dans les régions contaminées par des retombées radioactives, 84.7% sont malades. En 2004, 94 % des liquidateurs étaient malades. (Plus tôt, lors d'une conférence, le ministre de la santé signalait que l'Ukraine avait engagé 150.000 liquidateurs). L'examen clinique de ces populations montre que la proportion des personnes malades augmente d'année en année.

Cette information, diffusée par l'ambassade de l'Ukraine à Paris, n'a en aucune façon altéré la réputation du pays. Une telle information venant du Bélarus éveillerait beaucoup de sympathie, et davantage de soutien, d'autant plus que le réacteur qui a explosé n'était pas implanté sur son territoire national.

Le Secrétaire Général des Nations Unies, Kofi Annan, écrivait dans une introduction pour une revue de l'OCHA (U.N Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), en 2000, avec le titre "CHERNOBYL. A continuing catastrophe", indiquant que le nombre des victimes de Tchernobyl dans les trois pays les plus touchés était de plus de 7 millions, dont 2 millions d'enfants. Ces chiffres ont été confirmés lors des conférences OMS de Kiev en 2001 par M. Dusam Zupka, représentant de l'OCHA. Il ajoutait que ce nombre de victimes ne fait qu'augmenter, vu l'importance des maladies héréditaires transmises aux nouvelles générations.

Dans ce contexte, notre association et toutes les associations associées vous sauraient gré de bien vouloir permettre à l'institut de radioprotection Belrad, de reprendre dans tarder ses travaux précieux et légaux, pour améliorer la santé des enfants du Bélarus vivant en zones contaminées par les retombées de Tchernobyl.

Nous vous présentons nos remerciements anticipés pour votre aide précieuse, en communiquant cette demande et ces informations au Chef de l'Etat, le Président Alexandre Grigoryevich Loukachenko que ces problèmes préoccupe, et au gouvernement de la République du Bélarus. Le but est d'assurer la poursuite des travaux de l'institut Belrad, afin que les résultats des mesures de la charge radioactive des enfants permettent de leur venir en aide dans des régions rurales contaminées par les retombées radioactives de Tchernobyl.

Je vous prie d'agréer, votre Excellence Monsieur l'Ambassadeur, mes sentiments très respectueux.

Dr Michel Fernex
Président